

24 Nov. - 14^{ème} Foire Internationale de LOME
11 Déc. 2017
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME
BP: 10056 Lomé - Togo
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

N°548 du 18 Octobre 2017/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT

8201

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Incidents de sokodé



TROIS MORTS, UNE VINGTAINNE DE BLESSÉS, DES BIENS PUBLICS ET PRIVÉS SACCHAGÉS ET MIS À FEU

LE GOUVERNEMENT CONDAMNE « CES ATTENTATS EXTRÉMISTES » ET PROMET DE POURSUIVRE LES AUTEURS ET LES COMMANDITAIRES CONFORMÉMENT À LA LOI

P.3&6

Interview de M. Eric Adja, directeur Bureau Régional de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest

« Quelle que soit la situation, nous nous tenons aux côtés du peuple togolais et de ses institutions pour l'avenir de ce pays »

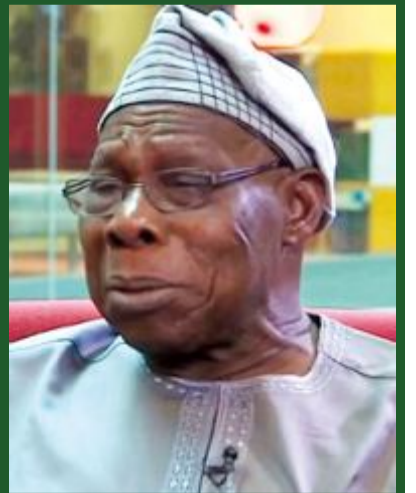


M. Eric Adja

P.6

Crise politique au Togo

L'EX PRÉSIDENT NIGÉRIAN OLUSÉGUN OBASSENDJO RETROUVE LA RAISON ET PROPOSE LE RÉFÉRENDUM COMME PORTE DE SORTIE



Oluségun Obassendjo

P.3

Appropriation et mise en œuvre du traité sur le commerce des armes TROIS JOURS AUX ACTEURS POUR S'IMPREGNER DU CONTENU DU TEXTE

Créée en 2001 pour lutter contre la prolifération, la circulation, et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, le CNLPAL ne cesse de multiplier les efforts d'accompagnement de l'Etat dans le domaine de l'identification des armes et de la lutte contre le commerce illicites des armes. C'est dans ce sens qu'une rencontre de trois jours a réuni à Lomé, les différents acteurs impliqués dans les questions des armes au Togo. La rencontre s'est déroulée du 11 au 13 Octobre dernier.

L'initiative du CNLPAL a été soutenue financièrement par le Fond d'affectation volontaire. Cette rencontre de formation placée sous le double thème de «l'appropriation et la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes(TCA)» d'une part et « Plaidoyer pour l'adoption et la vulgarisation de l'Avant-projet de loi relatif au régime des armes au Togo » de l'autre, a permis de renforcer les connaissances et pratiques des participants dans l'appropriation et la mise en œuvre du traité sur le



Photo de famille

commerce des armes. Elle a également permis aux acteurs de la société civile, de s'imprégner du contenu du texte afin de jouer pleinement leur rôle dans le cadre de l'accomplissement de leur mission dans la mise en œuvre de la dite loi.

Les travaux ont été présidés par le ministre de la sécurité et de la protection civile, Yark Danhame. Ce dernier, dans son discours d'ouverture, a tenu à rendre grâce à Dieu pour avoir permis la tenue de cette rencontre à un moment où la sous-région fait face à

une insécurité grandissante avec des attaques terroristes qui secouent le continent en général et la sous-région en particulier. Pour le ministre, cette situation est de fait de la circulation anarchique des armes légères et de petits calibres. Yark Damehane a appelé les participants à saisir l'occasion pour s'approprier les textes et aider le gouvernement dans sa quête de la paix à travers la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres.

De son côté, le vice-

président de la CNLPAL, Inoussa Brouaïma a remercié les participants pour leurs contributions dans l'appropriation et la mise en œuvre du TCA qui vise à un meilleur contrôle du transfert et du commerce des armes au Togo.

Durant ces trois jours de formation, les participants sur plusieurs thèmes comme «Le TCA: historique, négociation, adoption» ; «champ d'application du TCA (Armes classiques, munitions, pièces et composants)» ; contrôle des

transferts : interdictions (art6), exportations et évaluation des demandes d'exportation (art7), violence fondée sur le sexe (art7) ; «console des transferts (Art9) : transit, transbordement »;.... Se sont familiarisé avec le contenu du TCA.

Après cette l'étape de Lomé, ce sera sur l'ensemble du pays jusqu'en mars 2018, à savoir à Tsévier, Atakpamé, Kpalimé, Sokodé, Kara et Dapaong. Le but est de permettre aux acteurs de ces localités d'être au même niveau de compréhension du TCA que ceux de Lomé.

Les armes légères font plus de victimes dans le monde que les autres types d'armes. Chaque année, plus de 500 000 personnes meurent du fait des violences armées dont 70 000 dans les zones de conflit. Et l'adoption du TCA le 02 avril 2013 par l'assemblée générale des nations unies, vise à réglementer le trafic des armes et à lutter contre leurs trafics illicites dans le monde.

JCB

Rencontre nationale du leadership féminin UNE FORMATION DES JEUNES FILLES OUVRE LE BAL DES ACTIVITÉS

En prélude à la tenue samedi prochain, de la troisième édition du sommet national du leadership féminin (SNLF) à Lomé, s'est ouverte à l'hôtel Muget, deux jours de formations des jeunes filles.

Le cadre de formation dédié aux jeunes filles de 14-35 ans, vise à les ressourcer sur les bases de l'entrepreneuriat et d'une vie épanouie.

Ainsi, en ce jour où la communauté internationale célèbre la journée mondiale de la jeune fille, la formation sera un stimulus pour les centaines de participantes venues des écoles, églises, de découvrir leur plein potentiel dans la société.

L'évènement placé sous le parrainage, du ministère de la promotion de la femme, vient en complément des efforts et politiques des pouvoirs publics dans l'autonomisation de la jeune



Participants

filles et femme togolaises.

'Nous voulons par cette initiative semer au sein de la société, le modèle de type de femme dont la

jeunesse togolaise doit aspirer. Nous visons booster le niveau d'initiative et d'influence des femmes en nous basant sur des expériences réussies des femmes

modèles de la société togolaise et d'ailleurs', a indiqué, Adamas Koudou, promoteur de l'évènement.

M. Koudou a justifié la tenue d'une telle initiative dans le but de promouvoir l'excellence chez les jeunes filles.

La réalisation de cette troisième édition du sommet nationale se veut ouverte, incitatrice et mobilisatrice des acteurs afin d'aller davantage vers une société togolaise équitable avec des femmes plus épanouies et autonomes.

Une exposition des produits des femmes talents se déroule en marge du sommet à laquelle devrait s'ajouter l'élection de la femme leader de l'année 2017.

Tout se déroule sur le site de l'hôtel Muget de Lomé.

Charles

Crise politique au Togo

L'EX PRÉSIDENT NIGÉRIAN OLUSÉGUN OBASSENDJO RETROUVE LA RAISON ET PROPOSE LE RÉFÉRENDUM COMME PORTE DE SORTIE

La crise politique que traverse le Togo en ce moment a rendu d'imminentes personnalités en véritables girouettes. Hier c'était les prélats, ceux que certains appellent "hommes de dieu" qui, après avoir tenté d'attiser la tension en prenant ouvertement position pour un camp dans la crise politique que traverse le pays, sont revenus en sapeurs pompiers pour proposer leur médiation. Depuis, ayant pris conscience de la gravité des actes qu'ils posaient, les évêques tentent de se rattraper à travers des messages dits de précision de leur pensée. C'est le cas avec Monseigneur Barrigah, qui s'est vu obligé de produire un message, le lendemain de la sortie des évêques, pour dit-il, reprendre leur position. Vu que des critiques fusaient d'un peu partout, les évêques étaient dans l'obligation de faire un retour en arrière pour donner un semblant de position pour atténuer ces critiques dont ils font objet à juste titre. L'on se rappelle que c'est ouvertement et clairement que les évêques ont dit leur soutien à une partie du peuple qui réclame le retour à la constitution de 1992. Alors qu'au même moment, un texte du gouvernement était envoyé à l'assemblée nationale pour étude dans la perspective des réformes politiques dont le rapport sous forme

de recommandations est une œuvre d'un évêque, Monseigneur Barrigah, président de la CVJR (Commission Vérité Justice et Réconciliation).

Après, les évêques, c'est le tour de l'ancien chef d'Etat Nigérian, Oluségun Obassendjo, de revenir à la raison et, contrairement à ce qu'il laissait entendre il y a un mois, il propose cette fois-ci l'organisation d'un référendum pour une sortie de crise au Togo.

« Il faut un référendum pour revenir sur une disposition constitutionnelle. Le gouvernement et l'opposition doivent donc attendre qu'il soit organisé. Le processus politique doit se poursuivre de façon pacifique », aurait déclaré l'ancien président Nigérian dans une interview qu'il a accordée à Jeune Afrique à paraître cette semaine. En tout, c'est ce que relève le confrère Togo Matin dans son édition de lundi dernier.

Cette sortie d'Oluségun Obassendjo n'est pas anodine. Elle ressemble fort bien à une repentance que ce dernier a voulu faire après avoir demandé il y a un mois le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir, alors que celui-ci est en plein pied dans l'exercice de son mandat constitutionnel. Sinon, le président Obassendjo, n'avait pas



Oluségun Obassendjo, Ex Président Nigérian

besoin de faire une telle interview et chercher à tout prix à revenir sur le cas du Togo en laissant paraître un avis contraire à celui qu'il avait fait il y quelques semaines.

L'on se rappelle, que très tôt certains avaient pris cette parole de l'ex président nigérian comme étant une parole d'évangile et des commentaires en étaient faits pour prouver à l'opinion nationale et internationale comment le pouvoir de Lomé n'était en odeur de sainteté partout dans le monde.

Mais quelques jours seulement, après qu'il ait fait sa déclaration, l'ONU, la cedeao et l'Union Africaine prenaient acte du vote par l'assemblée nationale du Togo du texte sur les réformes introduit par l'assemblée nationale et demandaient même au gouvernement de fixer une

date pour l'organisation du référendum. Par la même occasion, les trois organisations internationales demandaient à l'opposition togolaise de saisir cette occasion pour que les réformes se fassent de façon pacifique.

En tout cas, Oluségun Obassendjo, à y voir de près semble désormais s'aligner sur la recommandation de la communauté internationale, qui veut que ce soit par la voie référendaire que la crise politique actuelle que traverse le Togo trouve sa solution. Une voie tracée depuis le 19 septembre 2017 par les députés à l'assemblée nationale qui votaient le texte proposé par le gouvernement à la majorité des deux tiers (62 députés sur les 93).

Voilà qui ne va pas plaire à l'opposition de la rue au Togo qui rejette le référendum et qui, dans un cafouillage total se perd dans ses revendications. Puisqu'à ce jour elle (opposition) ne sait plus si c'est le départ de Faure ou c'est le retour à la constitution de 1992 ou encore le dialogue qu'il faut réclamer.

Déjà les voix dissonantes se font entendre dans cette opposition et les lendemains restent incertains quand à ce qui concerne la continuité de leurs actions de façon unitaire.

LM

Incidents de sokodé

TROIS MORTS, UNE VINGTAINÉ DE BLESSÉS, DES BIENS PUBLICS ET PRIVÉS SACCHAGÉS ET MIS À FEU

LE GOUVERNEMENT CONDAMNE « CES ATTENTATS EXTRÉMISTES » ET PROMET DE POURSUIVRE LES AUTEURS ET LES COMMANDITAIRES CONFORMÉMENT À LA LOI

La ville de Sokodé au Nord du Togo a été le théâtre de violences manifestations spontanées dans la nuit du lundi à mardi, suite à l'interpellation de l'imam Djobo Mohamed Alassani qui est un dirigeant du PNP, le Parti National Panafricain de Tikpi Atchadam à en croire le gouvernement qui a rendu publique un communiqué hier mardi à cet effet.

Toujours selon le communiqué du gouvernement « à Sokodé, deux militaires en faction au domicile d'une personnalité ont été lynchés et exécutés et leurs armes et munitions ont été emportées. Un jeune a également trouvé la mort et



une vingtaine de blessés enregistrée parmi les civils et les forces de sécurité ».

Pour le gouvernement, « ces actes à visée terroriste, tendent notamment à

déstabiliser les institutions de l'Etat et à semer la terreur au sein de la population. Ils nuisent gravement à la cohésion et à la paix sociale et portent atteinte à l'unité

nationale ».

Le gouvernement, tout en présentant ses condoléances aux familles éplorées, exprime sa compassion et ses vœux de

fermement ces attentats extrémistes qui menacent gravement la paix publique, et la coexistence pacifique dans notre pays. Il appelle les populations à la retenue



prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, « le Gouvernement condamne

et au calme ».

La tension, reste vive et les forces de sécurité, suivent l'évolution de la situation,

(Suite à la page 6)

Le Messenger

Manifestation du 05 octobre 2017 et violences exercées sur les citoyens

LES VICTIMES VEULENT POURSUIVRE LES AUTEURS DEVANT LA JUSTICE

La situation née des dernières manifestations violentes de la coalition de l'opposition le 05 Octobre dernier n'a pas encore dit son dernier mot. Après l'interdiction des manifestations publiques dans les rues les jours ouvrables par le gouvernement, c'est le tour des Associations de dénoncer les actes de violences perpétrés sur leur personne et leurs biens par les manifestants de l'opposition lors de la marche dite de "colère". Ces victimes entendent porter plainte contre les organisateurs de cette marche et les auteurs des actes. L'annonce a été faite le jeudi 12 octobre à Lomé, lors d'une rencontre de sensibilisation sur la non-violence.

Placée sous le thème « *Tous mobilisons nous pour dire ensemble non aux violences politiques* », cette rencontre a permis aux associations telles que le CJEP, MJP, ADAGRE, JAN, AJPO, CEVIR et KGV et les



Participants

commerçants et opérateurs économiques victimes des actes de violences de la part des manifestants de l'opposition, de monter au créneau pour dénoncer les actes de violences. Des violences exercées aussi bien sur leur personne que sur leurs biens. Ces associations et autres victimes se réservent le droit de porter plainte contre les organisateurs de cette manifestation ou contre "x". Ils ont également, réaffirmé leur ferme attachement aux idéaux de paix, de la non-violence.

Par ailleurs, les associations et victimes des violences du 05 octobre 2017 dénoncent surtout le silence des partis politiques de l'opposition depuis que ces actes sont survenus.

Selon les responsables de l'association pour le Développement des activités génératrices de revenus (ADAGRE), le blocage systématique des voies de circulation par les manifestants lors de cette manifestation du 05 octobre, leur a occasionné d'énormes pertes et

plusieurs dommages.

« *Les manifestants nous ont obligé à fermer nos boutiques, étalages et installations commerciales. Nos étalages ont été saccagés par les manifestants. Tout ceci nous a causé d'importantes pertes* », a laissé entendre la porte-parole de cette association.

De son côté, M. Yaou

au Togo de se développer.

La manifestation du 05 octobre dernier a été d'une extrême violence de la part des manifestants de l'opposition qui aurait dû interpeller la conscience des organisateurs qui devraient les condamner publiquement. Malheureusement, ceux-ci ont brillé par leur silence et semblent se réjouir de la



Table d'honneur

Abdou, opérateur économique, invite tout le monde que ce soit le pouvoir ou l'opposition à la tolérance, à la paix et à la non-violence car, pour lui, ce sont les seules valeurs susceptibles de permettre

situation.

Triste comportement que nous présentent ceux qui aspirent un jour diriger le pays.

JCB

Culture de la paix et de la non-violence

LE CJD A SENSIBILISÉ LES JEUNES DE LA PRÉFECTURE DE L'EST-MONO

Résolument engagé dans la sensibilisation des jeunes sur les valeurs de paix et la culture de la non-violence, le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) dans le cadre de sa tournée nationale de sensibilisation et de présentation de son projet de création de la "maison du Savoir et des opportunités" a sensibilisé la population de l'Est-Mono en générale et en particulier la jeunesse.

Conduite par son Coordonnateur Adom Orphé, la délégation du CJD a entretenu, au cours d'une rencontre d'échange et de partage, la population de l'Est-Mono en particulier les jeunes de la localité sur les notions de paix, le rôle et devoir de la jeunesse dans la préservation de la paix afin que chacun puisse vaquer librement et tranquillement



Table d'honneur

à ses occupations. La délégation a expliqué à la jeunesse de l'Est-Mono, les raisons pour lesquelles la jeunesse togolaise de tous bords se doit de préserver la paix et de promouvoir la non-violence en vue de la consolidation et la prospérité. Ceci conformément à la politique du chef de l'Etat togolais

Faure Gnassingbé qui consiste en la construction d'une société améliorée et prospère. Car, il ne peut avoir de développement sans la paix et il ne peut avoir la paix sans l'entière implication des jeunes dans la mesure où, ils sont aux premiers rangs des violences, puisque souvent manipulés par les politiciens dans la

satisfaction de leurs intérêts politiques.

Cette rencontre a vu la présence des premières autorités de la préfecture de l'Est-Mono et de plusieurs cadres du milieu. Ce fut également l'occasion pour Adom Orphé et sa suite de

opportunités" servira de cadre de formation des jeunes en entrepreneuriat et à la création de richesses.

Rappelons que le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) est un mouvement qui au regard de la situation



présenter le projet de création de la maison du savoir et des opportunités initié par le CJD à la jeunesse de l'Est-Mono et d'échanger avec elle de son opportunité.

Le projet de construction de la "maison du Savoir et des

sociopolitique souvent tendue au pays, a été initié par de jeunes Togolais sans distinction de partis politiques, d'ethnie ou de rang social, dans le seul but de penser « *développement* » du Togo dans la paix.

JCB

Lu sur le net !

Australie MÉNOPAUSÉE À SEULEMENT 5 ANS

Emily Dover, âgée de 5 ans, souffre d'une puberté précoce et va bientôt être ménopausée.

Elle a eu ses règles à l'âge de 4 ans

Une petite Australienne, âgée seulement de 5 ans, est victime d'un déséquilibre hormonal et d'une puberté précoce. A l'âge de 2 ans, Emily Dover a commencé à avoir de la poitrine et aussi une poussée d'acnés. Deux ans plus tard à 4 ans, la petite fille a connu une pilosité anormale avec des poils qui lui poussent sur le dos, les bras et le vagin. La même année, elle a aussi eu ses règles et s'est mise à dégager une forte odeur corporelle.

Par rapport à ses camarades de classe, Emily est plus grande de taille et ne fait pas non plus son âge. Bientôt, les médecins qui s'occupent de son cas prédisent la ménopause chez la fillette lorsqu'elle aura 5 ans. La mère de la fillette, Tam Dover, a indiqué : "elle n'a jamais eu la possibilité d'être une petite fille".

La fillette souffre de la maladie d'Addison

Outre la puberté précoce, Emily souffre aussi d'autres problèmes de santé. Elle est victime "de problèmes sensoriels, d'anxiété, de troubles du spectre de l'autisme et d'insuffisance surrénalienne". Des médecins hésitants durant des années ont fini par diagnostiquer chez la fillette la maladie car elle présente tous les symptômes.

La petite australienne reçoit un traitement sous forme d'injections qui servira à ralentir le processus de ménopause. Seulement une seule piqûre coûte environ 1 230 euros, d'où l'initiative des parents de lancer une cagnotte en ligne. Une campagne de financement participatif en ligne, qui en deux semaines, a largement dépassé l'objectif préalablement fixé.

Source : 20 minutes

LES FEMMES DEVRAIENT BOIRE AU MOINS 6 VERRES D'EAU PAR JOUR

Boire suffisamment d'eau par jour pour certaines femmes leur évitera, plus tard, de souffrir d'infections urinaires.

Il est impératif de boire de l'eau

Il est vivement recommandé de boire de l'eau tous les jours. Ce geste est capital pour assurer, entre autres, le bon fonctionnement des reins. En parallèle, une étude américaine atteste aussi la nécessité pour les femmes de boire au moins 6 verres par jour.

D'après des chercheurs issus de l'Ecole de médecine de Miami, adopter cette habitude de vie constitue une bonne prévention contre des infections urinaires. Six verres d'eau correspondent à 1,5 litre d'eau. Il faut que les femmes boivent cette quantité recommandée en dehors de sa consommation de boissons quotidiennes.

Les bienfaits de l'eau sur le corps

Les scientifiques expliquent qu'une consommation suffisante d'eau, par jour chez les femmes, permet de mieux rincer la vessie. Un bon rinçage de la vessie permet ensuite l'élimination des bactéries. Dans la foulée, une vessie "bien rincée" empêche aussi une concentration importante de bactéries qui pénètrent dans la vessie par le vagin. En parallèle, les bactéries ont aussi moins de chance de se fixer aux cellules couvrant les voies urinaires.

L'auteur principal de cette enquête, Dr Thomas Hooton, a tenu à souligner que certes "il y a beaucoup de choses que nous recommandons aux femmes pour réduire leur risque d'infections urinaires, mais aucune n'a vraiment été étudiée". Il a ensuite ajouté : "Il est bon de savoir que cette recommandation est valable et que l'eau potable est un moyen simple et sécurisé d'empêcher une infection inconfortable".

(Source : medisite.fr)

HISTOIRES DROLES

Fermeture éclair

Une jeune femme, qui porte une petite jupe ultra serrée, prend le bus, et pour cela, il lui faut monter les marches. Le problème est bien là, la jupe est tellement serrée que qu'elle n'arrive pas à les enjamber. Alors elle porte la main derrière elle et baisse la fermeture éclair.

Elle essaie encore d'enjamber, mais n'y parvient toujours pas, elle repasse une main derrière elle et abaisse encore la fermeture. Ensuite elle réessaie de franchir les marches, ça ne veut toujours

pas passer.

Alors, au moment où elle s'apprêtait à rejouer de la fermeture éclair, une paire de mains vigoureuses l'empoigne à la taille et la porte jusqu'à la marche supérieure du bus!

- Non mais, ça ne va pas ! Qui vous a permis ? demande la jeune femme au gars derrière elle.

- Eh bien, la deuxième fois que vous avez baissé ma braguette, je me suis dit qu'on se connaissait suffisamment !

Méditons ... !

Accepte-toi. Tes origines, tu dois en être fier. Elles sont uniques, car toute vie, toute famille est unique. Le cadre de ton enfance vaut, si tu sais le regarder avec intelligence et sensibilité, tous les autres. Revendique tes origines, accepte-les comme ta force première et ta singularité. Ce qui fait notre force, en effet, c'est avant tout de savoir que l'on est parmi la foule immense des hommes, un être unique. C'est l'un des grands mystères de la vie : dans la multitude qu'est l'humanité, chacun demeure différent des autres. Chacun a

une âme - une origine, une histoire - singulière. Cette singularité, tu ne peux l'exprimer que si tu as su la reconnaître, si tu t'es accepté, si tu n'as pas cherché à devenir la copie des autres, en dissimulant ce que tu es. Les origines les plus modestes ont leur beauté parce qu'elles ont une histoire qui n'appartient qu'à elles. Si tu arrives à exprimer cette identité, alors tu seras fort de cette expérience qui n'appartient qu'à toi.

Martin GRAY

PHARMACIES DE GARDE DU 16/10/2017 au 23/10/2017

Pharmacie AKOFA	22 21 00 97	bar
Av. Maman N'Danida Amoutivé		
Pharmacie HANOUKOPE	22 21 01 15	Pharmacie CITE
Avenue de la Nouvelle marche, Immeuble Radio Kanal FM.		22 25 01 25
Pharmacie St RAPHAEL	22 21 84 26	Bd. du 30 Août
Marché Atikpodji		Pharmacie BESDA
Pharmacie PORT	22 27 61 88	22 51 05 29
Face Hôtel Sarakawa		Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé
Pharmacie CRISTAL	22 20 90 91	Pharmacie EPIPHANIA
Boulevard Houphet Boigny		23 20 10 52
Pharmacie OCAM	22 21 62 05	Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME
Rue de l'ENTENTE		Pharmacie DJIDJOLE
Pharmacie KODJOVIAKOPE	22 21 89 90	22 25 65 12
Avenue Duisbourg		DJIDJOLE
Pharmacie MAIRIE	22 21 26 39	Pharmacie VERTE
Face Mairie		22 25 03 26
Pharmacie CAMPUS	22 21 56 32	Face Ecole du Parti Klikamé
Adewi		Pharmacie DELALI
Pharmacie HÔPITAL	22 20 08 08	22 25 06 90
Face Hôpital CHU-Tokoin		Quartier Agoè-Cacaveli, Face Cour d'Appel
Pharmacie PAIX	22 26 40 91	Pharmacie DES ROSES
Résidence du Benin		22 37 38 12
Pharmacie PROVIDENCE	22 26 66 48	Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union
Bd. Jean Paul II		Pharmacie OSSAN
Pharmacie AEROPORT	22 26 21 22	22 51 13 04
Rte de l'Aéroport SITO		Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI
Pharmacie HEDZRANAWÉ	22 26 49 61	Pharmacie St ESPRIT
Marché HEDZRANAWÉ		22 40 29 06
Pharmacie THERYA	22 61 56 52	Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est
Mangotigomé-Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300m de la Foire)		Pharmacie St MICHEL
Pharmacie MAËLYS	22 27 60 19	22 51 70 22
1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI		Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom
Pharmacie LE PROGRES	22 35 86 55	Pharmacie EXCELLENCE
Sur le tronçon CIMTOGO-Gendarmerie d'Ahadji kpota non loin du marché de Zorro-		22 51 77 87
		Agoe Demakpoe Voie CEDEAO
		Pharmacie MAINA
		22 33 65 34
		Agoé Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu
		Pharmacie TCHEP'SON
		22 42 94 41
		Face Terminal du sahel (Togblékopé)
		Pharmacie HYGEA
		22 27 36 36
		Face Lycée publique de Baguida sur la route d'Afanoukope (Baguida)
		Pharmacie LE DESTIN
		22 41 15 41
		A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida

Interview de M. Eric Adja, directeur Bureau Régional de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest

« Quelle que soit la situation, nous nous tenons aux côtés du peuple togolais et de ses institutions pour l'avenir de ce pays »

Le Togo accueillera du 24 au 26 novembre prochains la conférence ministérielle de la Francophonie. Plus de 80 ministres des Affaires étrangères sont attendus et près de 500 participants assisteront à cette grande réunion, prélude au sommet de la Francophonie prévu en 2018 en Arménie.

Eric Adja est le nouveau directeur du Bureau régional de l'organisation de la Francophonie (OIF) pour l'Afrique de l'Ouest. Depuis Lomé, il gère 12 pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans un entretien accordé à Republicoftogo.com, il détaille les thématiques de la conférence axées sur la promotion des économies bleues et vertes.

Republicoftogo.com : Le

thème de cette conférence est : 'Les économies nouvelles : économie bleue et économie verte, nouveaux moteurs de croissance, d'inclusion sociale et de développement durable'. Pourquoi ce choix ?

Eric Adja : Cette thématique choisie par le Togo est en droite ligne avec le sommet l'Union africaine sur la sécurité maritime et l'économie bleue qui s'est tenu l'année dernière à Lomé. Nous sommes dans la continuité de cet événement.

Quant à l'économie verte, c'est l'environnement, tout ce qui est écotourisme, recyclage des déchets, utilisation d'algues pour créer des méthodes médicales. Mais souvent en Afrique, les éléments de la nature sont perçus comme

des obstacles au lieu d'être des opportunités. Le défi de cette conférence est justement de démontrer que l'eau, l'océan, les arbres sont des opportunités de création d'entreprises, d'emploi. Il importe que la jeunesse francophone en général et togolaise en particulier fasse preuve de créativité et d'innovation.

Republicoftogo.com : Que fait l'OIF aujourd'hui pour promouvoir ces économies nouvelles ?

Eric Adja : L'OIF forme les jeunes pour être des acteurs de ces économies nouvelles.

L'organisation finance des projets basés sur des financements participatifs. Nous avons également un programme de promotion de

l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans 12 pays pilotes, dont le Togo, pour financer les incubateurs d'entreprises.

Nous sommes dans le concret c'est-à-dire ce que Michaëlle Jean (secrétaire générale de l'OIF, ndlr) appelle la Francophonie des solutions.

Republicoftogo.com : Les manifestations de ces dernières semaines au Togo peuvent-elles remettre en cause la tenue de la conférence ministérielle ?

Eric Adja : Quel que soit la situation, nous nous tenons aux côtés du peuple togolais et de ses institutions pour l'avenir de ce pays. Nous sommes une organisation intergouvernementale et par définition nous sommes

politiquement neutres mais à l'écoute et disponibles pour accompagner le Togo à la demande du gouvernement.

Si la conférence peut contribuer au développement du Togo, nous sommes disposés à écouter les parties et à les accompagner.

Ce rendez-vous international est organisé à l'initiative du Togo qui s'est proposé pour l'accueillir et c'est aux responsables de ce pays de nous dire ce qu'il en sera au moment venu.

Mais nous sommes optimistes pour l'avenir du Togo, un pays de pays où il faut promouvoir les valeurs du vivre ensemble.

Source : republicoftogo.com

Incidents de sokodé(Suite)
TROIS MORTS, UNE VINGTAIN
DE BLESSÉS, DES BIENS PUBLICS
ET PRIVÉS SACCAGÉS ET MIS À
FEU

rassurent les populations, les usagers de la route, et ramassent les barricades dressées sur la voie publique, déclarait hier matin le ministre Yark Damehane de la sécurité et de la Protection civile au micro de nos confrères de victoire FM.

Selon le ministre, l'interpellation, de l'imam, a été menée à la demande du parquet qui a exploité l'audio du prêche du imam lors de la prière hebdomadaire du Vendredi.

Il lui ait reproché, lors des speeches, des appels à la haine, à la violence, des attaques aux personnes et au meurtre.

« C'est la justice qui a demandé de le conduire, c'est sur instruction du parquet », a expliqué le ministre, qui a condamné, l'allure des événements de la veille.

« Ce qui s'est passé la nuit est insupportable. Brûler les établissements publics, privés, on ne sait pas, mais c'est dommage. Notre pays ne mérite pas ce qui se passe à Sokodé, à Bafilo et un peu partout », a-t-il ajouté.

Le Togo est un pays où le vivre

ensemble a été toujours, prôné par les pouvoirs publics, et les appels à la haine, à la destruction des biens publics, devront être proscrits a relevé le ministre, pour qui, les hommes de Dieu, doivent être des éclaireurs et des exemples.

Plusieurs informations depuis circulent depuis quelques temps au sujet de cet Imam, qui souvent dans ses prêches, ferait l'apologie de la haine et de la vengeance. Beaucoup de cadres du milieu s'en étaient inquiétés de ce comportement. L'organisation d'un séminaire sur l'Islam à l'initiative de la fondation que dirige le président de la Cour Constitutionnelle, Abdou Assouma, il y a quelques mois était destinée à prévenir ces genres de comportements et à les proscrire. Mais malheureusement, certains ce sont soustraits de cette initiative noble et relève la vraie parole de l'Islam.

Vivement que la raison prenne le pas, car, la violence, la haine et les affrontements ne sont en rien des actes qui font avancer le pays. Au contraire, ils le retardent.

LM

COMMUNIQUE

Sur réquisition du Parquet, M. Djobo Mohamed Alassani, imam d'une mosquée de Sokodé, un des dirigeants du parti politique PNP a été interpellé dans la journée du 16 octobre 2017 en fin d'après midi. Cette interpellation est intervenue suite aux incitations et aux appels répétitifs à la violence, au meurtre et à la sédition de la part de cet imam.

Il convient de rappeler, que face à la multiplication des déclarations répréhensibles consécutives aux manifestations violentes du 19 août 2017 et des jours suivants, les autorités judiciaires avaient procédé à un rappel à la loi et exhorté les responsables politiques à s'abstenir de tout comportement susceptible d'exposer leurs auteurs aux poursuites pénales.

Par ailleurs, au regard des agissements de l'imam Djobo Mohamed Alassani, de multiples démarches ont été entreprises par des responsables religieux de confession musulmane pour l'amener à s'abstenir des prêches appelant à la violence.

En dépit de ces exhortations, le vendredi 13 octobre 2017, l'imam Djobo Mohamed Alassani s'est livré dans son prêche à des appels au meurtre des militaires et de citoyens togolais. C'est dans ce contexte qu'est intervenue son interpellation pour appel au crime et à la sédition, infractions prévues et punies par les articles 552 et 553 du Code pénal.

Dans la foulée, des bandes organisées et structurées se sont livrées à des actes de violence inouïe, de pillage, de vandalisme et de destruction de biens publics et privés à Sokodé, Bafilo et dans certains quartiers de Lomé. A Sokodé, deux militaires en faction au domicile d'une personnalité ont été lynchés et exécutés et leurs armes et munitions ont été emportées. Un jeune a également trouvé la mort et une vingtaine de blessés enregistrée parmi les civils et les forces de sécurité.

Ces actes à visée terroriste, tendent notamment à déstabiliser les institutions de l'Etat et à semer la terreur au sein de la population. Ils nuisent gravement à la cohésion et à la paix sociale et portent atteinte à l'unité nationale.

Les auteurs et les commanditaires de ces actes qui ne visent qu'à compromettre l'unité nationale seront recherchés et poursuivis conformément à la loi.

Le gouvernement, présente ses condoléances aux familles éplorées, exprime sa compassion et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés. Le Gouvernement condamne fermement ces attentats extrémistes qui menacent gravement la paix publique, et la coexistence pacifique dans notre pays. Il appelle les populations à la retenue et au calme.

Face à cette situation et au regard des risques persistants de trouble à l'ordre public, le Gouvernement prendra toutes les dispositions appropriées pour assurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

Fait à Lomé, le 17 octobre 2017

Le Gouvernement



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU' ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUE S ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

POLITIQUE - MODE - SANTE - SPORT - CINEMA - CULTURE

Cauris d'Afrique

MAG

Mensuel d'information,
d'analyse panafricaine
et de mode

NOUVEAU

...et VOTRE
**VISIBILITE
INTEGRALE**
est

Tel : 00228 22 34 38 01 / +228 91 60 29 39 / 93 31 31 28
Email : caurisdafrique@gmail.com

Le magazine qui révèle l'Afrique

CAURIS D'AFRIQUE EST DISPONIBLE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET
DANS LES SUPERMARCHÉS A LOME, SOKODE ET KARA
A L'ETRANGER : AU BENIN, AU NIGER ET AU MALI

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg